

**PORTANT AUTORISATION DE POSE D'UN ECHAFAUDAGE**

**ANNULE & REMPLACE ARRETE N° 324/2021**

**4 RUE DE L'ÉGLISE**

Le Maire de la Commune de Saint-André-Lez-Lille, Madame Elisabeth MASSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code la Voirie Routière et notamment son article R116-2,

Vu l'instruction interministérielle du 06 Novembre 1992 modifiée relative à la signalisation routière, Livre 8<sup>ème</sup> partie : « signalisation temporaire »,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental notamment ses articles 99 à 99-2 et 99-7,

Vu le Règlement Général de Voirie Communautaire du 30 Juillet 2007,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques notamment ses articles L2111-1 à L2111-3, L3111-1, R2125-2, L2125-1 qui stipulent que l'occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, L2125-4 qui stipule que la redevance due pour l'occupation du domaine public est payable d'avance et L2125-5 qui stipule qu'en cas de retard dans le paiement, les sommes restantes dues sont majorées d'intérêts moratoires aux taux légal,

Vu la délibération municipale question 1 sur 2 du 25 Novembre 2013 fixant les tarifs des différents services publics et participations communales,

Considérant la demande déposée par la **Société Jean VANDENDRIESSCHE** en date du **15 juin 2021** tendant à obtenir un report d'autorisation pour l'installation d'un échafaudage pour une durée de **6 jours**.

**ARRETONS**

**Article 1 – Autorisation**

La société **Jean VANDENDRIESSCHE** est autorisée à installer un échafaudage au **4 rue de l'Eglise du 23 au 28 juin 2021 inclus**, à charge pour lui de se conformer aux dispositions légales et réglementaires sus-indiquées et aux conditions générales spéciales suivantes :

**Article 2 – sécurité, Signalisation et Stationnement**

Le stationnement, considéré comme gênant, sera interdit au droit du chantier. L'échafaudage devra être pourvu de la signalisation adaptée et conforme à la réglementation en la matière. Il doit être protégé, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière, par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et de dispositifs réfléchissants.

L'échafaudage ne doit pas porter atteinte à la sécurité du passage des piétons et des véhicules motorisés ou non. Dans le cas où elles occuperaient la totalité de la largeur du trottoir, un espace balisé d'au moins 0,90 m sera réservé en chaussée, afin que le libre passage des piétons soit maintenu en permanence en toute sécurité, hors du couloir de circulation des véhicules ou une indication d'emprunter le trottoir d'en face sera installée.

HÔTEL DE VILLE

89 rue du Général-Leclerc - CS 40001 - 59871 Saint-André cedex

03 20 63 07 50 - 03 20 63 07 54 - [www.villesaintandre.fr](http://www.villesaintandre.fr)

Toute correspondance doit être adressée impersonnellement à Madame le Maire

### **Article 3 – Implantation**

Le traitement utile à la gestion du présent arrêté concernant par la société Jean VANDENDRIESSCHE domiciliée à CROIX est basé sur les éléments suivants :

➤ Implantation de l'échafaudage : 4 rue de l'Eglise à Saint-André-Lez-Lille

### **Article 4 : Responsabilité**

Les panneaux correspondant à ces dispositions seront mis en place par les soins du pétitionnaire qui sera tenu pour seul responsable de tout accident qui pourrait survenir du fait de son installation ou par défaut ou insuffisance de signalisation.

Le pétitionnaire devra mettre en place une signalisation conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la sécurité routière. Le présent arrêté doit être affiché par le demandeur constamment sur les lieux et pendant toute la durée d'occupation du domaine public.

### **Article 5 : Redevance**

Le pétitionnaire sera soumis au paiement d'une redevance calculée conformément aux dispositions votées par la délibération du conseil municipal du 25 Novembre 2013, à savoir :

Redevance d'un montant de **4.04 € TTC**, détaillé comme suit :

- **4.04 € TTC** : journée supplémentaire non acquittée par l'arrêté initial 324/2021

### **Article 6 : Validité**

La présente autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité en réparation de préjudice subi. Néanmoins, le remboursement de la redevance payée au titre de l'article 4 sera opéré au prorata de l'occupation.

### **Article 7 : Sanctions**

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal de contravention de, 1<sup>ère</sup> classe (38€) au titre de l'article R610-5 du Code Pénal pour « manquement aux obligations édictées par arrêté de police », de 3<sup>ème</sup> classe (450€) au titre du Règlement Sanitaire Départemental pour « manquement à la propreté des voies, espaces publics et abords des chantiers », de 4<sup>ème</sup> classe (750€) au titre de l'article R.644-2 du Code Pénal pour « dépôt de matériaux ou objets quelconques qui entravent ou diminuent la liberté de passage » et de 5<sup>ème</sup> classe (1500€) au titre de l'article R.116-2 du Code de la Voirie Routière pour « occupation sans autorisation sur le domaine public routier », qui sera transmis à Monsieur le Procureur de la République aux fins de poursuite devant les tribunaux.

Toute infraction au stationnement sera considérée comme relevant de l'article R417-10 et suivants du Code de la Route est passible de la mise en fourrière.

### **Article 8 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

### **Article 9 : Application**

Monsieur le Commandant de Police et tous les agents de la force publique seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

### **Article 10 : Transmission**

Monsieur le Directeur Général des Services de la ville de Saint-André-Lez-Lille est chargé de l'exécution de présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

M. le Commissaire de Police,  
M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie,  
M. le Chef de Service de la Police Municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée à :

- M. le Président de la Métropole Européenne de Lille,
- M. le Directeur de la Société ILEVIA BP 1009 59700 MARCQ-EN-BAROEUL
- M. le Chef du détachement des Sapeurs-Pompiers de MARCQ-EN-BAROEUL.
- M. le Chef du détachement des Sapeurs-Pompiers de SAINT ANDRE.
- M. le Directeur de la Société ESTERRA Fort de Lezennes rue Chanzy 59260 LEZENNES.
- M. le directeur de la société Jean VANDENDRIESSCHE – Parc d'Activité de la Gare - 29 rue du Creusot – 59170 CROIX

Fait à SAINT-ANDRE, le 16 juin 2021.

L'Adjointe au Maire,

chargée de l'Aménagement du territoire et de la Mobilité

  
  
Joséphine FARINEAUX